À quoi ressemble la liberté de la presse au Rwanda

Human Rights Watch, 3 mai 2021 Les journalistes et les commentateurs sur Internet font l'objet de persécutions en raison de leurs reportages critiques. Pour les journalistes, activistes et diplomates au Rwanda, la Journée mondiale de la liberté de la presse sera vraisemblablement placée sous la coupe du gouvernement et de sa liste croissante de sujets interdits.

Dans un pays où le président prononce froidement des discours qui vantent l'assassinat d'opposants politiques, l'avertissement que le chef de l'État a lancé en 2019 aux d'contracteurs sur Internet, selon lequel « ils sont prêts à brûler le feu les brûlera », sera certainement pris très au sérieux. Il n'est pas rare de voir des journalistes rwandais disparaître ou d'écarter dans des circonstances mystérieuses. Après avoir muselé avec succès les médias traditionnels, les autorités rwandaises ont tourné leur attention sur la nouvelle plateforme utilisée pour diffuser des informations : YouTube. En en juger par la répression documentée par Human Rights Watch au cours de l'année, les autorités sont devenues très efficaces dans la censure sur Internet. Vous pouvez vous retrouver en prison pour un reportage sur des sujets à première vue innocents mais pourtant très importants tels que la pauvreté croissante pendant le confinement lié au Covid-19 ou l'expulsion des populations vulnérables des quartiers pauvres de la capitale, Kigali. Dieudonné Niyonsenga, aussi connu sous le nom de Cyuma Hassan, est la dernière victime en date de l'attitude très susceptible des autorités rwandaises à l'égard de la critique. Il a été accusé d'une série de délits fabriqués, notamment de s'être fait passer pour un journaliste. Le procès de Niyonsenga et de son chauffeur a duré un an, avant de déboucher sur un acquittement. Plus tard, Niyonsenga a déclaré dans des interviews sur YouTube comment les autorités l'avaient détenu dans plusieurs endroits inconnus, où on l'a menacé et dit d'avouer qu'il travaillait en opposition en exil qui aurait des liens avec des groupes armés. Depuis sa libération, ses reportages sur des exactions qui auraient été commises par l'armée ont continué à lui valoir des problèmes. Des blogueurs et d'autres commentateurs sur YouTube ont raconté à Human Rights Watch les différentes tactiques employées pour les réduire au silence. Certains se sont vu offrir des pots-de-vin pour diffuser des informations qui soutiennent la ligne du gouvernement. Lorsqu'ils refusent de le faire, les menaces suivent rapidement. Et si cela ne suffit pas, une arrestation devient probable. Ou pire. En cette Journée mondiale de la liberté de la presse, les partenaires internationaux du Rwanda devraient poser au gouvernement des questions difficiles sur la liberté des médias, et sur les journalistes qui ne devraient pas avoir à risquer leur vie pour faire leur travail. Lewis Mudge Directeur, Afrique centrale